



Palestine : imposons le cessez-le-feu, sanctions contre Israël Liban, arrêtons l'engrenage de la guerre

L'attaque récente menée par l'État d'Israël contre le Liban, qui a fait près de 900 morts, des milliers de blessés avec des bombardements de bâtiments jusque dans le centre de Beyrouth et 1 million d'habitants déplacés depuis le 23 septembre, a rappelé au monde que la logique de la guerre à outrance est la seule qui prévaut aujourd'hui pour l'État d'Israël et ses dirigeants.

Et pendant que le monde a les yeux tournés vers le Liban, Israël continue sa guerre génocidaire contre le peuple palestinien.

Le Collectif National pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens dénonce cette guerre contre tout un peuple qui prolonge une politique de dépossession du peuple palestinien à l'œuvre depuis des dizaines d'années. Nous avons toujours dénoncé sans ambiguïté l'ensemble des crimes de guerre commis depuis le 7 octobre.

Le 7 octobre, cela fera 12 mois que la population palestinienne de Gaza subit les attaques d'une violence inouïe de l'armée israélienne. Les bombardements se poursuivent et n'épargnent, ni les écoles où la population s'est réfugiée, ni les zones déclarées comme sûres, ni les infrastructures vitales. La population est affamée, assoiffée, épuisée par les ordres de déplacement incessants.

Le bilan officiel de plus de 41.000 tués, dont une majorité de femmes et d'enfants, déjà effroyable pour une population de 2,3 millions d'habitants (largement plus de 1 million à l'échelle de la France), ne prend en compte, ni les disparus sous les décombres estimés à au moins 15.000, ni les dizaines de milliers de blessés en attente de soins, ni les innombrables personnes mortes d'épuisement, de faim, de soif, de maladies non soignées en-dehors de ce qui reste des hôpitaux.

Les Etats occidentaux, Etats-Unis en tête, enchaînent les déclarations de façade en faveur d'un cessez-le-feu mais ne proposent aucune sanction pour l'imposer et continuent à livrer des armes à l'Etat d'Israël.

En Cisjordanie, dont Jérusalem-Est, la population est de plus en plus soumise aux attaques et au harcèlement de l'armée et des colons, elle vit dans un quasi-état de siège. Depuis le 7 octobre, le gouvernement israélien exploite la guerre à Gaza pour intensifier ses politiques d'expansion des colonies, de démolition de maisons, de déplacements forcés de Palestiniens, d'isolement de Jérusalem. On y compte près de 700 Palestiniens tués depuis le 7 octobre.

En Israël même, les destructions de villages bédouins s'intensifient, et les Palestiniens sont soumis à une très forte répression et à un racisme omniprésent. Beaucoup d'entre eux ont perdu leur emploi ou ne peuvent plus l'exercer dans des conditions acceptables.

Les arrestations et détentions arbitraires se multiplient partout en Palestine, les conditions de détention des prisonniers sont désastreuses, la torture s'est généralisée.

Face au génocide en cours, dont le caractère « plausible » a été pointé par la Cour Internationale de Justice depuis près de 7 mois, les Etats, dont la France, ont l'obligation d'agir.

La même Cour Internationale de Justice a également, le 19 juillet, pointé l'illégalité de l'occupation du territoire palestinien et de sa colonisation, et l'obligation de l'Etat d'Israël d'y mettre fin le plus rapidement possible.

Rappelons aussi que le procureur de la Cour pénale internationale a demandé des mandats d'arrêt à l'encontre des dirigeants israéliens B. Nétanyahou et Y. Gallant pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité.

L'Assemblée Générale des Nations-Unies a réclamé le 18 septembre la fin de l'occupation israélienne du territoire palestinien occupé dans les douze mois et appelé à des sanctions contre Israël.

Devant le déni d'humanité que constitue la situation actuelle, nous appelons à renforcer notre mobilisation, et interpellons les autorités politiques de notre pays.

Le Collectif National pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens exige :

- Un cessez-le-feu immédiat et pérenne à Gaza, le retrait de l'armée israélienne et l'ouverture de tous les points de passage à l'aide humanitaire pour accéder à l'ensemble du territoire de la Bande de Gaza, ainsi que la fin du blocus,
- La fin de l'occupation, de la colonisation et de la politique d'apartheid,
- L'arrêt immédiat de l'attaque israélienne contre le Liban,
- La libération de toutes les personnes détenues, qu'il s'agisse des otages détenus par le Hamas depuis presque un an, des 10.000 prisonniers politiques palestiniens détenus au mépris du droit international, depuis des dizaines d'années pour beaucoup d'entre eux, et des milliers de Palestiniens de Gaza transférés dans des centres de détention et de torture.
- Un soutien matériel et politique à l'UNWRA, soumise à des attaques honteuses d'Israël alors qu'elle joue un rôle irremplaçable auprès des réfugiés palestiniens et de toute la population de Gaza,
- La protection des journalistes palestiniens et l'ouverture de Gaza à la presse internationale,
- La fin de l'impunité de l'État d'Israël, et des sanctions tant qu'il ne respecte pas le droit international :
 - o Un embargo sur toutes les livraisons d'armes, de munitions et de composants militaires à destination d'Israël,
 - o des sanctions diplomatiques,
 - o la suspension de l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël,
- La reconnaissance par la France de l'Etat de Palestine, associée au rappel du droit au retour des réfugiés palestiniens et à l'affirmation du droit du peuple palestinien à l'autodétermination.

Une paix juste et durable au Proche-Orient ne sera possible que dans le cadre de la reconnaissance des droits du peuple palestinien.

Sur la base de ces exigences, nous appelons à manifester les 5 et 6 octobre partout en France en soutien au peuple palestinien et au peuple libanais.

A Paris, nous appelons à manifester le samedi 5 octobre à 14h au départ de la République.

Le 2 octobre 2024

Membres du Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens signataires :

Agir Contre le Colonialisme Aujourd'hui (ACCA) – AFD International – Agir pour le changement et la démocratie en Algérie (ACDA) - AILES Femmes du Maroc – Alternative Communiste - Américains contre la guerre (AAW) – Anciens Appelés en Algérie et leurs Ami(e)s Contre la Guerre (4ACG) - Apel-Égalité – Association nationale des communistes (ANC) - Association des Travailleurs Maghrébins de France (ATMF) - Association

des Tunisiens en France (ATF) - Association France Palestine Solidarité (AFPS) - Association pour la Taxation des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne (ATTAC) - Association pour les Jumelages entre les camps de réfugiés Palestiniens et les villes Françaises (AJPF) - Association des Universitaires pour le Respect du Droit International en Palestine (AURDIP) Cedetim / IPAM - Collectif des Musulmans de France (CMF) - Collectif Faty Koumba : Association des Libertés, Droits de l'Homme et non-violence - Collectif Judéo-Arabe et Citoyen pour la Palestine (CJACP) - Collectif Paix Palestine Israël (CPPI Saint-Denis) - Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient (CVPR PO) - Comité Justice et Paix en Palestine et au Proche-Orient du 5e arrt (CJPP5) - Confédération générale du Travail (CGT) - Confédération Internationale Solidaire et Écologiste - Droit-Solidarité – Ensemble! Mouvement pour une alternative de gauche écologiste et solidaire - Europe Ecologie les Verts (EELV) – Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FTCR) – Fédération Syndicale Unitaire (FSU) - Forum Palestine Citoyenneté – Gauche démocratique et sociale (GDS) - La Courneuve-Palestine – La France Insoumise (LFI) - les Femmes en noir (FEN) - Ligue Internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté, section française de la Women's International League for Peace and Freedom (WILPF) (LIFPL) - Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) - Organisation de Femmes Egalité - Parti Communiste des Ouvriers de France (PCOF) - Parti de Gauche (PG) - Participation et Spiritualité Musulmanes (PSM) – Pour une écologie populaire et sociale (PEPS) – Sortir du colonialisme - Union communiste libertaire (UCL) - Union des Travailleurs Immigrés Tunisiens (UTIT) – Union étudiante - Union Juive Française pour la Paix (UJFP) -Union Nationale des Etudiants de France (UNEF) – Union Syndicale Lycéenne (USL) - Union syndicale Solidaires